

Prospective des spiritualités

Compte-rendu de la Séance « Richesse, pauvreté, inégalités » (27 mars 2026, Forum 104)

XX avril 2026

La séance a débuté par trois témoignages. **Jean-Baptiste de Foucauld**, ancien Commissaire général au plan et fondateur, entre autres, de Démocratie et Spiritualité, a fait part de sa vision des relations entre spiritualité et richesse, pauvreté et inégalités. Puis deux animateurs de cités de banlieues parisiennes – **Brahim Benaïcha et Mourad Zemani** -- sont revenus sur leurs expériences. La séance s'est ensuite poursuivie dans le cadre de quatre ateliers qui ont traité, en parallèle, de la fragilisation des individus dans nos sociétés, de la possibilité de mieux les associer à la production de richesses, des mécanismes de création des inégalités notamment par transmission et héritage, et de la sobriété comme valeur et levier. Les apports de ces ateliers ont été consolidés dans le compte rendu ci-après¹. Une note introductive, envoyée par avance aux participants, avait apporté un ensemble d'informations factuelles sur l'évolution de la richesse, de la pauvreté et des inégalités dans le monde et en France².

Témoignages introductifs³

Les lumières de Jean-Baptiste

Sur les rapports entre religions et inégalités. « Les religions sont plutôt bien placées pour aborder ce sujet ; elles ont un regard compatissant pour la pauvreté et sont en général méfiantes, sinon critiques, vis à vis de l'argent. Mais elles ont, toutes, entretenu des rapports ambigus avec la question des inégalités dans la mesure où elles ont tendance à valoriser le mérite ; or celui-ci se matérialise *in fine* souvent par de la richesse matérielle. Il y a aussi eu des rapports compliqués avec les pouvoirs et les riches ; la religion et la politique soit se tiennent éloignées l'une de l'autre, soit elles s'instrumentalisent mutuellement. Les religions peuvent-elles aujourd'hui faire mieux ? Oui, en s'unissant et en faisant un travail sur elles-mêmes. En intensifiant les dialogues interreligieux, comme les dialogues intra-religieux dans l'esprit de ceux initiés par Ramon Pannikar (chrétien et hindouiste). Mais elles doivent aller plus loin, et elles ont des raisons pour cela : les différentes religions et spiritualités sont comme les rameaux d'un même tronc commun : le rapport avec « Dieu » – *l'imgo dei*, la représentation que l'humain a du divin ».

¹ Les ateliers ont été animés respectivement par Édouard Stacke, Jean-Eric Aubert, Francis Jutand et Michel Ray

² Note diffusée le 3 mars 2026 par mail de Jean-Eric Aubert, rédigée par Francis Jutand et Édouard Stacke

³ Des extraits des interventions sur les points essentiels figurent dans le compte rendu ci-après. Un enregistrement sonore (podcast) de ces interventions dans leur totalité sera disponible prochainement sur un site dédié au projet Prospective des spiritualités. Les participants au projet et à ses réunions en seront informés. L'entretien avec Jean-Baptiste Foucaud fera également l'objet d'une transcription écrite.

Sur les difficultés rencontrées pour réduire les inégalités. « Les difficultés viennent d'abord du fait que la dynamique économique repose sur les inégalités. Le progrès technique et économique qui s'en suit dépend d'innovateurs et d'entrepreneurs, et il est naturel qu'ils gagnent de l'argent. Mais il faut aussi des mécanismes de redistribution. Or ils ne sont pas faciles à mettre en œuvre : on a peur de casser la dynamique en question ; les classes dirigeantes ont peur du changement ; les luttes sociales sont trop faibles ou trop fortes (corporatismes) ; l'équilibre entre l'économique et le social n'est pas assez pensé (sauf dans les pays nordiques) ; et la mondialisation n'a pas été accompagnée par une gestion de la main d'œuvre à la hauteur des enjeux (on a ouvert grand le commerce mondial à la Chine sans régulation, avec un taux de change et/ou des salaires très durablement trop bas lui permettant de perpétuer un excédent commercial massif). Face à une croissance économique fondamentalement inégalitaire, on a besoin de courants utopiques, à l'instar des monastères du Moyen âge, fondés sur d'autres rapports à l'argent que ceux qui nous dominent. On ne doit pas non plus oublier la question du climat qui élargit la problématique des inégalités ; les pauvres seront plus impactés que les riches parce que vivant dans des zones moins protégées, et ce sera aussi relativement plus onéreux pour eux de se protéger (équiper leur logement, changer de voiture, s'assurer contre les risques climatiques) ».

Sur les conduites individuelles et collectives pour lutter contre les inégalités. « Avoir des règles de vie est essentiel. Elles sont souvent énoncées dans les religions et il faudrait les prendre au sérieux ; on se contente trop de la seule pratique des rites. Les règles de vie permettent de faire le lien entre l'exigence spirituelle et le quotidien. En définitive, au niveau individuel, on se pose la question : qu'est-ce que je peux faire de ma vie ? La sobriété est certainement une dimension capitale : c'est la préférence pour l'essentiel, la lutte contre le superflu ; on voit combien c'est favorable pour le climat, pour la redistribution des richesses...Peut-on imaginer des règles de vie collectives ? Au Pacte Civique nous avons énoncé quatre valeurs : créativité, sobriété, justice et fraternité. A conjuguer ensemble, et à appliquer à tous les niveaux des économies. Ainsi au niveau des organisations, il faudrait se demander comment ces quatre valeurs inspirent leur fonctionnement et se matérialisent, même si elles sont difficiles à conjuguer ».

Sur la spiritualité vécue au quotidien face à des situations concrètes. « Le vécu concret au quotidien de la spiritualité, ancré dans la vie économique et sociale, est bien évidemment essentiel. Nous l'avons expérimenté avec « Solidarités nouvelles face au chômage », une initiative prise en 1985. Elle organise des groupes de citoyens pour aider les privés d'emploi à chercher un travail et peut, si besoin, subventionner leur embauche par des associations. Un binôme de deux personnes accompagne chaque chômeur et en rapporte à un groupe de solidarité local qui « aide à aide ». C'est une démarche spirituelle concrète – qui d'ailleurs pourrait être mise en application au Forum 104. Une autre initiative importante a été le projet « Territoires zéro chômeurs de longue durée », initié par ATD Quart monde. Le Parlement a voté une loi applicable dans les territoires de 10.000 habitants environ. C'est une aide à la création « d'entreprise à but d'emploi » : elles embauchent des personnes au chômage en les rémunérant au SMIC ; l'État prend en charge les salaires à condition qu'ils rémunèrent une activité d'utilité sociale ne portant pas atteinte aux emplois existants. Près d'une centaine de territoires ont été agréés et il y a eu de bons résultats. Les spiritualités peuvent aller plus loin. Un point capital qui ne demande pas beaucoup d'argent est l'écoute des personnes en recherche d'emploi, en détresse... France Travail peut faire plus et mieux dans ce domaine ».

Le vécu de Brahim et de Mourad

Brahim, qui a grandi dans un bidonville à Nanterre, relate son histoire personnelle. « La vie dans le bidonville était dure ; j'ai vraiment connu la misère. Mais nous avons tenu grâce à la force des valeurs qui nous étaient transmises par nos parents, qui étaient celles de l'oasis algérien dont ils venaient. J'en ai tiré un livre : « Vivre au Paradis »⁴. Nous réhabilitons les individus en réhabilitant l'habitat. Nous allions chercher les gens en prison...Le jour nous vivions avec l'image du gaulois... la nuit avec celle de l'oued. Il y avait une soif de promotion, d'élévation sociale : mon père était caravanier, il voulait que je sois comptable, ce que je suis devenu. Lors de notre demande de naturalisation il y a eu des obstacles bureaucratiques : Simone Veil a débloqué le dossier... la résilience des pauvres, lorsqu'ils sont armés de valeurs solides, est beaucoup plus grande que l'on croit... »

Mourad, qui a grandi à Clichy-sous-bois dans le nord de Paris, revient sur l'évolution de la cité. « A l'époque, Clichy était très éloignée de Paris (pas de métro); il y avait une frontière entre la capitale et sa banlieue (lieu des bannis). Paris nous apparaissait comme l'espace de la réussite sociale par excellence. Nous avons bénéficié de la politique de la ville, même si elle était imparfaite. Les jeunes, enfants d'immigrés (les « beurs »), se sentaient impliqués dans le projet républicain. Puis on nous a progressivement fermé la porte au nez. Alors nous avons voulu retrouver nos racines. Cependant on est tombé dans un entre soi. L'aspect spirituel est présent aujourd'hui. Mais la pratique tend à se limiter au rituel. Il n'y a pas d'inclinaison à aller vers l'autre. Il faudrait une politique qui recrée du lien social. Il faudrait relancer le dialogue inter religieux. Mettre notre énergie, notre ingénuité dans le vivre ensemble. Trop de mosquées poussent ici et là... mais chacun reste dans sa paroisse ».

Ainsi ces témoignages ont « planté le décor », en esquissant la problématique d'ensemble, les limites des politiques publiques et des éléments de réponse individuelle et collective de nature spirituelle. Les ateliers ont permis d'approfondir ces sujets sur divers points.

Face aux réalités

Inégalités françaises

Comme documenté dans la note introductive, **les inégalités de richesse** après avoir diminué dans les trois décennies postérieures à la Deuxième guerre mondiale sont reparties à la hausse depuis les années 80 et n'ont pas cessé de croître en France, comme dans le reste du monde. Pour ce qui est de la France, les 1% les plus riches possédaient 31% de la richesse nationale en 1964, 18% en 1984, et 27% en 2023 ; les 50% les plus pauvres possédaient 5 % de la richesse nationale en 1964, 9% en 1984, et 6% en 2023.

En complément de la richesse par habitant, on peut utiliser **des marqueurs qualitatifs**, comme l'espérance de vie, dont on voit bien qu'elle est très variable selon les pays. Depuis 20 ans, si l'espérance de vie continue à croître en France, et la place dans le peloton de tête mondial,

⁴ Éditions Desclée de Brouwer, 1992

l'espérance de vie en bonne santé régresse et présente 9 ans de déficit moyen par rapport au Japon et 8 ans par rapport à la Scandinavie (en France en 1970, 1000 centenaires, en 2020, 30 000 centenaires). Les conditions sociales font la différence, avec 10 ans d'espérance de vie supplémentaires, pour les professions libérales, par rapport aux ouvriers.

Les facteurs sociologiques impactant la qualité de vie et le vieillissement sont de divers ordres : 1) Accès à l'éducation, 2) Accès à la santé, 3) Accès au logement, 4) Accès à l'emploi (en 2 000 38% des plus de 55 ans travaillent/52% en 2020), 5) Accès à la culture, 6) Insertion sociale. Les populations défavorisées cumulent plusieurs handicaps : conditions de vie défavorables, logements insalubres, accès difficile aux prestations de santé, scolarité limitée ou échec scolaire, réduisant les chances d'accès au supérieur. En France, seulement 20 % des enfants d'ouvriers vont jusqu'au « Bac » et ils sont massivement orientés par le système scolaire vers des filières techniques dès la 4^{ème}. Les conditions se compliquent pour les populations issues de l'immigration (maghrébine et africaine), notamment dans l'accès au marché de l'emploi.

Impuissances républicaines

La méritocratie à la française a pu, dans le passé, être un instrument de promotion dans l'échelle sociale. Mais, dans la manière dont elle est appliquée, avec la persistance dans l'inconscient collectif des différences de classes sociales, la méritocratie est aussi pour nombre de personnes une façon de les stigmatiser et peut conduire à les maintenir dans leur condition, lorsqu'elles en éprouvent une forme de « honte ». En tout état de cause, la méritocratie a été impuissante depuis plusieurs décennies à faire mieux fonctionner l'ascenseur social. La proportion de jeunes des milieux défavorisés dans les grandes écoles prestigieuses a très peu augmenté. C'est pourquoi il faudrait favoriser de manière capillaire et dans tous les milieux l'éclosion de la personnalité des individus par des rencontres et des actions qui reconnaissent leurs singularités et leur donnent confiance en eux.

La juste rémunération des individus dans les processus productifs et créatifs devrait être au centre de toutes les politiques de progrès économique et social. Les lois sur la participation aux fruits des bénéfices des entreprises qu'avaient promues le général de Gaulle étaient une bonne illustration des voies à suivre. Elles n'ont pas été appliquées, et ont même conduit à sa chute en 1969, étant combattues par ses opposants lors du référendum qui lui fut fatal. Instaurer des mécanismes efficaces pour rémunérer les contributions de chacun à la bonne marche des entreprises et des économies devrait être un sujet prioritaire aujourd'hui, et encore plus dans une société percluse de dettes.

L'association du plus grand nombre à la création des richesses est aussi une voie de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités. C'est indispensable pour développer les ressources des communautés qu'elles soient locales ou nationale, alors même que la population active diminue. Cette insertion du grand nombre dans l'effort productif repose au premier chef sur l'acquisition par chacun d'un minimum de savoir et savoir-faire, de culture technique et d'esprit entrepreneurial au sens large. Ce sont ici **les fondements du système éducatif qui sont en cause**. On sait ce qu'il advient du système français, qui se situe aujourd'hui dans les derniers rangs des pays développés pour ce qui est de l'acquisition des connaissances de base. Mais cela dépasse les responsabilités de l'école. Ce sont les valeurs

inculquées dans la famille même qui sont en cause. Une part importante des enfants d'aujourd'hui ne veut pas ou ne peut pas travailler. Ils veulent être accompagnés. Enfants rois, ils se retrouvent en 6^{ème} ne sachant ni lire, ni écrire, ni compter.

Aujourd'hui, pour la société française, à ce déficit éducatif s'ajoute un défi sanitaire immense. **Des pans entiers de la jeunesse sont en détresse.** Un jeune sur quatre est en dépression. Et les professionnels de santé sont dépassés par les problèmes macro sociaux pour leur venir en aide. Il faudrait développer « l'inclusivité » chez les jeunes, les parents, les enseignants. Il faudrait explorer le « Vis ma vie », pour se comprendre. Se servir du sport et du logement pour expérimenter la diversité et responsabiliser. Ce sont des mesures d'urgence avant de traiter les problèmes de fond.

Un progrès en quête de sens

La France, à l'évidence, est confrontée à des difficultés particulières, mais c'est l'humanité toute entière – du moins sa partie économiquement et technologiquement développée, qui doit affronter un problème général. **Moteur de la croissance économique, le progrès technique associé à l'argent et générateur de richesses, n'est pas en soi source de progrès en tant que tel.** L'individu comme le collectif est « condamné » à rechercher des valeurs au-delà pour donner sens à l'existence : dans quelque chose qui le dépasse, Dieu, le Grand Soir... L'apport d'une spiritualité dans les processus d'expansion, quelle que soit la forme de cette spiritualité, est ainsi une nécessité.

Or, on assiste à **un effondrement des systèmes de sens.** Dans les sociétés européennes, on s'est, en quelque sorte, débarrassé progressivement de Dieu avec une désaffection croissante vis-à-vis des religions chrétiennes. Puis on a poursuivi des idéaux de progrès social qui ont été déçus. Aujourd'hui on est confronté à l'impasse écologique qui remet en cause la croissance, à des révolutions technologiques qui semblent avec l'IA pouvoir atteindre massivement l'emploi, et à des affrontements géopolitiques qui ravivent des souvenirs de guerre mondiale. S'en suit une montée générale de crainte et d'anxiété. Elle est paralysante. Les esprits sont en quelque sorte tétanisés. Ou bien, ils se laissent emporter par des mouvements conservateurs ou fondamentalistes qui manquent de réflexion critique et qui instrumentalisent les religions. Et la question des inégalités et de la redistribution des richesses est passée au second plan ou reçoit des réponses simplistes. Dans ce contexte, il est important de mieux comprendre comment ces inégalités se forment.

La fabrique des inégalités

Inégalités et transmission : inné, acquis, culturel....

Les inégalités se trouvent à la rencontre de l'héritage dans le cadre d'une transmission, avec une part d'inné et une part d'acquis, et d'un mécanisme de compensation collective de réduction des inégalités opéré collectivement par la société ou par action individuelle.

On trouve donc à l'œuvre trois processus essentiels

- **Un processus d'héritage** qui fournit les bases d'inégalité de situation à la naissance puis dans le développement des enfants

- **Un processus de construction sociale** qui permet de développer les personnalités et les talents, mais dont les conditions et mécanismes peuvent permettre de compenser les inégalités ou contribuer au contraire à les aggraver
- **Un processus de construction individuelle** de la personnalité, de formation du caractère et de trajectoires individuelles dans la vie qui vont la aussi permettre d'aller au-delà du déterminisme de l'inné ou au contraire aggraver la situation d'inégalité.

Le processus d'héritage agit vis-à-vis des trajectoires individuelles des enfants par transmission d'un patrimoine : inné (génétique, biens et conditions de vie), acquis (valeurs familiales, motivation, sollicitation, exemplarité, soutien, esprit d'initiative) et culturel (milieu social, expériences, rencontres, opportunités). On regroupe cet ensemble dans ses conséquences dans ce que l'on appelle **déterminisme social** qui collectivement amène aux inégalités sociales et les approfondit. Les inégalités vont au-delà des différences entre humains physiques ou psychiques, qui peuvent être sources de handicap. Puisqu'elles atteignent la dynamique humaine des êtres, elles sont sources de frustrations et de ressentiments, sont des freins au développement des talents et du potentiel collectif d'une société.

Malaises et compensations

Les inégalités conduisent à des sentiments d'injustice chez ceux qui les subissent mais aussi ceux qui les observent quand ils ressentent de l'empathie vis-à-vis de ceux qui souffrent. Le besoin de combattre les conséquences des inégalités peut donc venir d'un sentiment de solidarité face à l'injustice, mais aussi d'un intérêt bien compris quand la raison indique que les conséquences des inégalités peuvent être dommageables à l'équilibre d'ensemble de la société (et pourraient venir menacer la position de favorisé), ou quand des dimensions spirituelles de solidarité d'espèce et de fraternité développent des formes de culpabilité.

Quand les sociétés sortent des schémas d'inégalités structurelles, lié à la noblesse, aux castes, et à la possession de moyens économiques de production (terre, usine, fortune), l'égalité individuelle des droits et la lutte contre la croissance des inégalités pour ne pas sortir d'une forme d'équilibre ont donné lieu à **des politiques publiques proactives** : elles associent soutien à la création de richesses, écart acceptable dans la répartition des richesses, prélèvement de richesses pour développer les infrastructures au bénéfice des citoyens, et compensation ou atténuation des inégalités par répartition sociale d'une partie des richesses créées.

Du point de vue collectif et individuel cela permet de compenser une partie des composantes inégalitaires par financement de l'école, de la santé, des transports, de la production culturelle accessible. Mais **ce flux égalitaire est en permanence remis en cause** par les conduites de préservation des élites pour détourner à leur avantage une partie de ces flux ou créer des seuils d'accès aux lieux de formation des élites en question. Ceci vient s'ajouter à une politique de marchandisation culturelle et de consommation libidinale qui détourne progressivement ou atténue le potentiel d'émancipation par le savoir et la culture, qui peuvent être un puissant levier de combat contre les inégalités.

Ceci amène au troisième processus mis en œuvre dans le processus de combat des inégalités, la conformation des trajectoires individuelles ou la pression sur leur orientation. Les inégalités sur le chemin de vie des personnes conjuguent en effet les inégalités de départ d'héritage, de transmission et de ressource, les inégalités de capacités d'initiative, de volonté, et de confiance en soi, mais aussi de sécurité dans la prise de risque, la résilience aux aléas de la vie, et les intériorisations de limites sociologiques sous forme de déterminisme et résignation.

Face à l'abondance des moyens de communication, le renforcement chez les jeunes et les moins jeunes du doute et de l'isolement engendre un pessimisme collectif et des problèmes psychiatriques individuels. Face au niveau d'exigence mis en avant par les médias de talent, de performance, de consommation, de beauté et de popularité, se développe un syndrome d'imposteur face aux demandes de la société. On observe **une perte de confiance dans les repères de la société**, amenant d'un côté les mieux formés à une envie de sortir des échelles des métiers de sélection dans laquelle ils ont réussi, et chez les moins bien formés à une fuite du travail qui va accroître les inégalités économiques et sociales.

Ce mouvement se développe sur un fond d'inégalités économiques, dans le domaine de l'éducation, de la sélection sociale, mais aussi sur un fond de **lieux et de causes sur lesquels prospèrent la violence, la délinquance, la désocialisation, la perte de repère et d'horizon de progrès**. Il faut aussi noter le basculement du front des luttes économiques et politiques issues de l'influence marxiste vers les luttes de défense des minorités, certes toutes positives dans leur objet, mais dont la syndication au sens de convergence, la cristallisation des esprits communautaires et la radicalisation pourraient introduire dans leur excès de nouvelles sources de violences et d'inégalités.

Un besoin d'actions globales et systémiques

Aujourd'hui la lutte contre les inégalités devient plus urgente pour des raisons morales, économiques ou sociales pouvant remettre en cause les équilibres bien tempérés des sociétés démocratiques. Elle contribue aussi à stimuler les prises de conscience et les capacités d'action des luttes contre les dangers écologiques, comme le pape François l'avait mis en exergue dans *Laudato' Si* et comme le font d'autres obédiences religieuses.

Les pistes d'action sont nombreuses mais difficiles à mettre en œuvre dans leurs modalités d'action. Elles sont listées ci-après sans classement sur leur impact et leurs chemins de mise en œuvre.

- Il faut arrêter **les hubris de décompensation dans l'accumulation de richesses**, la surpuissance sans équilibre, et la fuite guerrière et les politiques d'armement qui amènent aux dictatures et l'accroissement des inégalités.
- Il faut conscientiser les moteurs de l'intérêt individuel et de classe pour les dépasser comme moteur exclusif de comportement au nom de **l'intérêt systémique de la société** pour accepter que les pertes de court terme amènent à des gains d'ensemble à long terme.
- Plus spécifiquement, il faut prendre en compte **le coût social de développement des inégalités**, de leur traitement ou du traitement de leurs conséquences. Le manque de politique de prévention coûte ensuite très cher dans le manque de talents mais aussi dans le moteur de la délinquance qui certes n'est pas l'apanage des inégaux, mais y

contribue toujours. L'exemple du cout annuel d'un prisonnier à New York calculé à 500 000 dollars pose le problème du choix d'investissement et d'action, en prévention ou en punition

- **Les politiques visant à réduire les inégalités**, notamment les politiques dites de la ville ou des zones à risques, n'ont souvent que peu d'effet car conçues par les appareils politiques et administratifs sans réelle élaboration conjointe avec les personnes concernées ni sur les buts, ni sur les modalités et l'implication des populations.
- Enfin la question **des systèmes de valeurs**, de leurs évolutions grandement influencées par les politiques marchandes et de consommation, un usage des technologies à leur service, pose le problème des éthiques qui assurent la solidité d'une société, l'émancipation des personnes et l'engagement dans la société au service de l'humanité et non de celui de sociétés prédatrices, ni de la fuite hédoniste d'un humain canalisé et dépossédé.

La vie sobre comme valeur et levier

Convergences écologiques et sociales

Les ressources de la terre **ne peuvent suffire pour assurer** le niveau de consommation de richesses des composantes aisées, opulentes ou mêmes moyennes des sociétés pour une population de 10 milliards d'habitants, en devant en plus faire face aux dérèglements de la nature et du climat.

Les mécaniques à l'œuvre dans la société de consommation **accentuent** les difficultés :

- Publicité poussant à la satisfaction libidinale de consommation et aux frustrations de non-satisfaction,
- Opulence des super riches affichées, mise en avant du monde du luxe,
- Individualisme et développement de la jouissance au détriment de l'effort.

Toutes concourent à accélérer vers un mur de non-soutenabilité écologique, économique, sociétal et spirituel, qui n'offrira que des solutions dans les crises et les affrontements. Il est donc **urgent** de rechercher de nouvelles valeurs, de nouveaux modes de vie, de relation et de développement personnel : valeurs de simplicité, de frugalité, et de conscience de l'être humain, de l'être social, de l'être de nature pour ne pas transformer la société en Titanic voyant arriver dans l'impuissance son iceberg.

Les avancées sur la sobriété sont donc en **interaction** forte avec les avancées sur les inégalités. Il y a à la fois une cohérence éthique, une question de dynamique collective, et une évidence quantitative de ressources disponibles (image du « Donut » et de sa représentation géométrique de la périphérie). La perte tendancielle lourde du sens du **bien commun**, liée à l'exacerbation de l'individualisme, combinée au consumérisme, est un facteur clé du défi des inégalités, et de la mise en œuvre de la sobriété comme valeur et comme levier.

Aberrations, espoirs, incertitudes

Certaines **évolutions aberrantes** méritent d'être connues : par exemple, en 40 ans la surface moyenne des cuisines a triplé alors que le temps passé à faire la cuisine a fortement reculé. La complexité pratique de ces sujets demande du **discernement** et du tact ; par exemple le Black Friday est parfois critiqué car il fait perdre des emplois et du PIB (d'où la question de la pertinence de nos outils de mesure, spécialement pour suivre les questions de sobriété et d'inégalités ! (Ex : substitution du « pouvoir de vivre » au traditionnel « pouvoir d'achat »).

A propos des **moyens de mesure**, le « jour du dépassement » caractérisant nos consommations des ressources de la planète par rapport à ses capacités de régénération, est passé de décembre à juillet, ce qui quantifie à quel point cela est préoccupant ; plutôt que d'en tirer éthiquement les conséquences, croît une mise en cause des experts, ce qui au-delà d'un débat utile illustre la profondeur des dénis, voire des alliances objectives pour combattre la sobriété ...

Dans les AG des copropriétés, les décisions courageuses dans le domaine de l'isolation thermique sont rares, c'est plus facile d'accuser par exemple le bouc émissaire de l'incompétence des Syndics. Certains cas « d'éco-partage des outils ménagers » sont encourageants, mais quelle lenteur dans leur développement ; le **cœur du moteur dans notre intériorité** aurait des potentialités d'effets de levier, mais reste souvent en friche, et les solidarités concrètes face aux inégalités dans les copropriétés sont rares.

Des expériences pragmatiques peuvent donner **espoir**, par exemple la convention citoyenne sur le climat a montré que, en quelques mois, un groupe représentatif de citoyens peut se mettre en marche très positivement et s'orienter vers des actions ; a contrario cela montre par différence, la puissance des forces du système qui conduit à l'actuel immobilisme par rapport aux enjeux (voire à des régressions récentes). En France, « **tout attendre de l'État** » est un réflexe ancré dans notre histoire, mais à l'étranger les dynamiques de responsabilité personnelle, et de la force du travail associatif et citoyen montrent aussi des efficacités importantes. Un juste rééquilibrage aurait du sens.

Alors que la prise de conscience de la criticité de produire moins de CO2 a progressé, la **robustesse** des processus individuels et collectifs aux différentes échelles pour réduire effectivement cette production de CO2, prend du retard, et régresse même actuellement.

Faudra-t-il une grave crise avant que les grands collectifs bougent ? Mais si oui, le coût humain risque d'en être énorme, à commencer par les pauvres qui subissent là aussi « la double peine », liée à leurs vulnérabilités. Ceci constitue une raison de plus pour lutter avec détermination contre les accroissements actuels des inégalités.

Une conclusion en tous cas : **il faut se préparer** à de telles crises, humainement et spirituellement. Une loi récente pour favoriser les réparations (ex : des appareils ménagers) est entrée en vigueur, ce qui est très positif ; malheureusement sa complexité d'application freine l'extension de son application. Manquent aujourd'hui : **l'accompagnement**, l'éducation, l'aide au développement de l'intériorité qui fait passer d'un légalisme toujours prêt à carotter, à un changement d'état d'esprit conscient de l'importance de tel et tel bien commun. L'écologie punitive ne serait-elle pas la conséquence d'un manque fondamental de

compréhension du sens de ce qu'est l'espérance spirituelle commune aux différentes traditions ? Ne sommes-nous pas là devant une **question-clé de la prospective des spiritualités** ?

Mobilisations spirituelles

Les cloisonnements et les dissonances des institutions religieuses sur des sujets comme la sobriété et les inégalités sont considérés, y compris par des personnes qui y sont en fonction, comme entraînant des conséquences délétères **jusqu'à la crédibilité même de leur parole**. Le développement actuel de la puissance des instrumentalisation des religions, ou de la marchandisation des spiritualités rend la situation d'autant plus critique, que **cela n'est qu'ensemble** que les religions et les spiritualités pourront « lutter contre les lumières sombres ».

Christophe André constate l'immense force des énergies humaines mobilisées dans des phénomènes comme la faim, la peur, la haine ... alors qu'un des enjeux-clés de l'humanité aujourd'hui est de mobiliser des énergies pour des solidarités, locales mais aussi de plus en plus larges ; il ajoute qu'il cherche la réponse à cette question critique, sans la trouver ; est-ce que la **première fonction historique des spiritualités**, des religions n'est pas justement de permettre qu'un peuple puisse « vivre ensemble » ? Aujourd'hui l'intensité et l'urgence des grands défis n'a-t-il pas progressé beaucoup plus vite que les religions et les spiritualités n'ont été capables d'apporter des réponses à la hauteur, tant dans les domaines de la recherche de sens, que de la qualité des liens, et que de la reconnaissance de nos limites (mort, non toute-puissance ...) ?

Chacun est instamment invité à identifier quel est son minimum vraiment vital (« **ce à quoi je tiens** » dit Bruno Latour), et quel est son « surplus ». Les grands spirituels de toutes les traditions l'affirment et le vivent depuis des millénaires. Des spiritualités spécifiques comme celle de Ignace de Loyola affirment même : « trouver sa finalité propre permet de se détacher ». Il existe une profonde « **joie de l'allégement** ». D'une façon très pragmatique, les applications comme Cactus ou celle de l'ADEME aident à **transformer nos paroles en actes** sur notre production de CO₂/an (passer de 8t/hab/an en moyenne française, à 2t/an) ; cette quantification objective fait passer du « Quoi faire ? » au « Comment ».

La vie spirituelle, par le renforcement de la recherche de sens, et de liens, est de nature à nous aider à travailler sur notre peur de manquer ; par exemple l'amour intérieur aide à **dompter nos besoins** de gadgets ; notre addiction au « ... et... et ...et ... » où nous nous laissons gaver, pourrait donner place au « ... ou ... ou ... ». « **La sobriété, c'est la préférence de l'essentiel** » dit Jean-Baptiste de Foucauld ; n'est-ce pas une pépite de spiritualité incarnée, et avec des mots qui peuvent parler à tous ? Des mouvements œcuméniques comme Laudato' Si, Eglise verte, ... vont dans la bonne direction, mais Il reste encore beaucoup à faire pour passer « à la hauteur des défis ». D'une façon plus large, « **consentir à notre non-toute-puissance**, à nos fragilités », par exemple dans le domaine des richesses est un message fort et répété des spiritualités des expressions comme « les lys des champs ... » ou « il est plus difficile à un riche ... qu'à un chameau de passer par le trou de l'aiguille ... » sont passés dans le langage presque courant.

Il faut aussi reconnaître qu'il y a **des valeurs fondamentales qui n'ont pas de prix**. Ici précisément apparaît **l'importance de la relation à l'autre et du lien social**. *In fine* ce lien, au moment de la mort, est ce qui compte le plus, et il n'est pas chiffrable, comme le rappelle le philosophe Patrick Viveret. C'est pourquoi il est de la plus grande importance, tant dans l'activité productive et rémunérée comme dans celle qui ne l'est pas, de promouvoir et cultiver ce lien social. C'est une richesse qui n'a pas de prix à tous les sens du terme, mais qui est essentielle au bonheur de tous et chacun. Il s'agit de reconnaître l'irremplaçable chez l'Autre, comme le dit Cynthia Fleury. Et les sociétés doivent s'organiser en conséquence, dans les villes, les entreprises, les associations....

De manière générale **la relation à l'argent est à réaménager**. L'argent est pour l'individu un moyen d'indépendance et un facteur de libération sociale à maints égards. Il est aussi à travers la mondialisation une voie de rencontre avec l'autre et la multitude. Mais il devient aisément un instrument d'asservissement et un objet d'addiction. C'est pourquoi la relation à l'argent est au centre des « règles de vie » évoquées plus haut. Cela se déclinera notamment dans l'exercice de la sobriété, mais pas seulement.... Savoir se déprendre de l'argent, c'est aussi se distancier des processus d'accélération (Harmut Rosa), apprendre le ralentissement, et finalement laisser place au ressenti, y compris à son corps, oublié dans les tourbillons de l'esprit accaparé par la quête sans fin de l'argent. Dans ces dynamiques, la dimension du « **corps** » nécessite une véritable « **métanoïa** », tellement nous fonctionnons beaucoup « dans notre cerveau ». L'articulation des trois dimensions de l'homme devient une nécessité pour rester humain.

Une enquête très encourageante faite en France montre qu'il y a environ « 30% de créatifs culturels », et donc qu'**oser** des dynamiques comme la sobriété ou la lutte contre les inégalités pourrait trouver des alliés, plus facilement que nous ne le penserions spontanément ; cet exemple illustre un autre biais bien français qui consiste à désespérer plus que nécessaire du collectif, alors que notre environnement familial reste empli d'espérance ?

En prenant du recul, les dynamiques interreligieuse, interspirituelle, interconvictionnelles, dans les domaines comme la sobriété, les inégalités, pourraient et devraient se renforcer avec une force adaptée aux défis. Ceci rejoint l'analyse et les conclusions de l'intervention de Jean-Baptiste de Foucauld. Le décroïsonnement des, et entre les, institutions est considéré comme stratégique par les personnes qui l'observent avec le recul extérieur, et il est aussi fortement souhaité par certaines personnes qui le vivent de l'intérieur.

Contre le « cadénassage » (internationalisé) des sociétés

Le travail collectif et approfondi sur les questions de sobriété et des inégalités croissantes amène à identifier plus clairement maintenant un mécanisme qu'on pourrait appeler de « cadénassage systématisé », une forme élaborée, voire perverse, de l'irréversibilité ; il apparaît comme plus général, plus systémique qu'on pourrait le penser, mais surtout il a des **conséquences** importantes sur le processus nécessaire de l'engagement.

Le développement quantitatif et qualitatif dit des ultra-riches, et par voie de conséquence des **oligarchies**, est aujourd'hui mieux décrit et quantifié ; c'est devenu un phénomène mondial

(ex : Russie, USA, Chine ...) et un historien, Renaud Meltz, souligne récemment que cela concerne aussi la France (plus profondément que l'on pourrait penser).

Cette mondialisation est arrivée au point que lutter contre les inégalités qui en découlent est **devenu impossible au niveau national** (« sinon, les ultra-riches changent de pays, et n'investiront plus chez nous, avec les emplois à la clé derrière »). Une des conséquences de ce phénomène est le développement puissant et mondial des oligarchies, avec ses conséquences sur les **manipulations** scientifiques des votes (ex : le Brexit et le rôle de Cambridge Analytica, financé par un ultrariche américain ; idem pour la première élection de Trump) et sur la surveillance des populations (ex : Chine et notation sociale individuelle ...).

Sont maintenant de mieux en mieux documentés les éléments d'un « cadenassage », et de son caractère organisé, avec systématisme : Les prises de contrôle sur les **médias**, les investissements dans la **formation de certains clercs** (ex : pasteurs néopentecôtistes de la Bible Belt américaine), **l'organisation de l'internationalisation** de ces mécanismes (ex : par Steve Bannon), les détournements **théologiques** qui conduisent aux instrumentalisation des religions. Lorsque les personnes sont intimement persuadées que leur président MAGA est « envoyé par Dieu », l'énergie que cela mobilise en eux est considérable, et les retours en arrière deviennent impossibles.

Ces mécanismes conduisent à des **irréversibilités construites**, aux lourdes conséquences. Aujourd'hui nous sommes obligés d'anticiper, car **après il sera trop tard**. Il est intéressant de voir un parallèle avec le mécanisme physique du changement climatique, dont la longue constante de temps de la disparition naturelle du CO2 et a fortiori du méthane, a conduit à la conclusion du rapport Meadows : « si vous attendez de constater ce phénomène du changement climatique, pour agir, il sera trop tard ». Cette situation peut paraître contre-intuitive ; si des avis extérieurs confirment la réalité de ce mécanisme, les conséquences de l'enclenchement de cette irréversibilité qui a été choisie et systématisée, sont importantes et urgentes : **il devient nécessaire de s'engager dans un sursaut individuel et collectif, « par anticipation ».**